

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 23 septembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Air Liquide France Industrie (ALFI)

75 Quai d'Orsay
75116 Paris 16

Références : RICHEMONT_ALFI_2022-09-19_RAPVI_CPB_24125
Code AIOT : 0006201722

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 septembre 2022 dans l'établissement Air Liquide France Industrie (ALFI) implanté Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont. L'inspection a été annoncée le 1^{er} septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des contrôles réalisés sur la thématique "sécheresse" suite au déclenchement du seuil de crise par arrêté préfectoral du 27 août 2022. L'inspection a été annoncée le 1^{er} septembre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air Liquide France Industrie (ALFI)
- Centrale de l'Est - Route Nationale 57270 Richemont
- Code AIOT : 0006201722
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

La société Air Liquide France Industrie est autorisée par arrêté préfectoral n°86-AG/2-86 du 6 février 1986 modifié à exploiter des installations de production de gaz de l'air.

Le site est classé Seveso seuil haut en raison des quantités d'oxygène présentes sur le site (rubrique n°4725).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration des prélèvements sur GERP	Arrêté ministériel du 31 août 2008, article 4 (partiel)	/	Sans objet
3	Déclenchement du seuil d'alerte	Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.2	/	Sans objet
4	Déclenchement du seuil d'alerte renforcée	Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.3	/	Sans objet
5	Déclenchement du seuil de crise	Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.4	/	Sans objet
6	Accusé réception	Arrêté préfectoral du 05 juin 2018, article 18.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant appréhende correctement les épisodes de sécheresse. Il transmet et applique les éléments relatifs au passage des différents seuils en matière de sécheresse prévus dans son arrêté préfectoral du 5 juin 2018.

Toutefois, en épisode de sécheresse, les prélèvements ne sont plus réalisés dans la nappe alluviale de la Moselle mais basculent sur le réseau de distribution.

Ainsi, l'inspection demande la confirmation de l'exploitant de la mise en place d'un suivi permanent, via télésurveillance des compteurs du réseau de distribution, afin de respecter l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation (délai 6 mois à compter de la date du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 2 février 1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de mesure totalisateur – Relevé des débits prélevés
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant prélève pour les besoins de son activité dans la nappe alluviale de Moselle. Conformément à l'article 15.2.5 de l'arrêté préfectoral n°2014 DLP/BUPE- 2 du 8 janvier 2014 modifié, il est interdit à l'exploitant de prélever de l'eau de nappe en cas de dépassement du seuil de vigilance sécheresse, correspondant à 1,1 x débit d'étiage quinquennal de la Moselle enregistré au niveau de la station de mesure sur la Moselle la plus proche située en amont des installations. [...] La station de Hauconcourt/Hagondange peut être utilisée comme station de référence ; le seuil de vigilance sécheresse au niveau de cette station est 23,1 m³/s. Aussi depuis le 14 juin 2022 (arrêté préfectoral 2022-DDT/SABE/EAU-n°21), l'exploitant ne prélève plus dans la nappe alluviale mais utilise l'eau du réseau de distribution du Syndicat Intercommunal des Eaux de Gravelotte et de la Vallée de l'Orne (SIEGVO). Pour les usages sanitaires, l'exploitant s'approvisionne également en eau dans le réseau de distribution du SIEGVO. Pour les prélèvements d'eau dans la nappe alluviale, les débits des forages sont mesurés en continu. Une extraction des moyennes journalières depuis le 1^{er} janvier 2020 a été présentée à l'inspection. Concernant l'approvisionnement par le réseau SIEGVO, des prélèvements supérieurs à 400 m³/j pour la période fin août et une valeur moyennée journalière à 380 m³/j sont enregistrés à une fréquence hebdomadaire depuis le début du soutirage sur ce réseau fin juin 2022. Depuis 2014, l'exploitant a constaté que les prélèvements sur ce réseau d'eau de ville sont réalisés sur des durées de plus en plus importantes. Aussi, pour respecter les prescriptions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, avec une lecture journalière des consommations, et au vu des conditions difficiles de relevé visuel de ces compteurs, l'exploitant a initié une démarche de mise en place d'un suivi permanent, via télésurveillance des compteurs SIEGVO. Cette démarche est en cours de finalisation de chiffrage pour obtenir des crédits selon processus interne de la société. Toutefois, l'installation de la télésurveillance de ces compteurs requiert d'importants travaux, notamment le tirage de câbles jusqu'à la salle de contrôle. L'exploitant envisage que le dispositif soit opérationnel pour le printemps 2023 avant le prochain épisode de sécheresse.</p>
Observations : L'inspection demande la confirmation de l'exploitant de la mise en place d'un suivi permanent, via télésurveillance des compteurs du réseau de distribution, afin de respecter l'article 15 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation (délai 6 mois à compter de la date du présent rapport).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Néant à ce stade

N° 2 : Déclaration des prélèvements sur GEREP

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 31 août 2008, article 4 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, Vérifier que l'exploitant déclare correctement sur GEREP et GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an
Constats : L'exploitant procède bien aux déclarations annuelles de ses prélèvements conformément aux dispositions ci-dessus. Les consommations d'eau déclarées sur GEREP en 2019, 2020 et 2021 s'élèvent respectivement à 119 047 m ³ , 113 389 m ³ et 101 563 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclenchement du seuil d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 5 juin 2018, article 18.2
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil d'alerte – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte, les mesures suivantes doivent être mises en oeuvre : - Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau ; - Renforcement de la sensibilisation du personnel sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ; - Interdiction de laver les véhicules de l'établissement ; - Interdiction de laver les abords des installations de production à l'eau claire ; - Report des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau ; - Interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateurs d'un gros volume d'eau ; - Mise en place d'une mesure quotidienne, à heure fixe et en journée, de la température en amont et aval du point de rejet des effluents. Ces mesures sont mises en oeuvre dans le respect prioritaire des règles de sécurité. L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, sous un délai de 1 semaine à compter du dépassement du seuil d'alerte, un rapport avec l'ensemble des informations suivantes : - Les débits de prélèvements effectifs en situation normale de fonctionnement, à comparer avec les débits de prélèvement autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation. - Le débit rejeté (% de la quantité prélevée), lieu de rejet (si différent du prélèvement) ; - Le delta de T° entre prélèvement et rejet, en précisant le lieu de mesure de ces T° ; - Le débit minimum nécessaire pour assurer l'activité en marche normale du site ; - Le débit en marche dégradée ; - Le débit de sécurité si existant ; - La période d'arrêt estival des activités pour raison de congés par exemple ... Les quantités sont données en m ³ /jour ou m ³ /heure avec le nombre d'heures de rejets d'effluents par jour. L'exploitant peut ajouter à ces données toutes celles qui lui semblent pertinentes pour apprécier son impact sur les milieux aquatiques.
Constats : L'inspection a informé l'exploitant du dépassement du seuil d'alerte le 18 juillet 2022. L'exploitant a transmis à l'inspection le 22 juillet 2022 un rapport contenant les informations prévues par les dispositions de l'article 18.2 listées ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déclenchement du seuil d'alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.3
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil Alerte Renforcée – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte (citées à l'article 18.2) De plus, l'exploitant met en œuvre les mesures de réduction de consommation d'eau et les dispositifs de limitation de l'impact de ses rejets aqueux qui auront été proposés en application de l'art. 2 nonobstant d'autres mesures qui pourraient lui être demandées par le préfet. Ces mesures pourraient être mises en œuvre graduellement en fonction de la gravité de la situation.
Constats : L'inspection a informé l'exploitant du dépassement du seuil d'alerte renforcée le 1 ^{er} août 2022. L'exploitant n'a pas identifié d'actions supplémentaires susceptibles d'être mises en place de manière immédiate. Par ailleurs, l'exploitant indique mener des travaux d'amélioration continue des systèmes de refroidissement du site (systèmes qui sont les principaux consommateurs d'eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclenchement du seuil de crise

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.4
Thème(s) : Risques chroniques, Seuil Crise – Dispositions à mettre en œuvre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise, l'exploitant renforce les mesures déployées lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée (citées à l'article 18.3) nonobstant d'autres mesures qui pourraient être prises par le préfet.
Constats : L'inspection a informé l'exploitant du dépassement du seuil de crise le 30 août 2022. L'exploitant considérait que la saisie du formulaire sous "démarches simplifiées" valait pour accusé de réception. Ce formulaire a été saisi le 31 août 2022. Comme indiqué au constat précédent, l'exploitant n'a pas identifié d'actions supplémentaires susceptibles d'être mises en place de manière immédiate. Il indique mener des travaux d'amélioration continue des systèmes de refroidissement du site (systèmes qui sont les principaux consommateurs d'eau).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Accusé réception

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 5 juin 2018, article 18.5
Thème(s) : Risques chroniques, Accusé de réception des transmissions de la DREAL
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant accuse réception à l'Inspection des Installations Classées de l'information de déclenchement d'une situation d'alerte ou d'une situation d'alerte renforcée ou d'une situation de crise par la préfecture et confirme la mise en oeuvre des mesures prévues aux articles 18.2, 18.3 et 18.4 ci-dessus.
Constats : L'exploitant a accusé réception des différentes transmissions de la DREAL aux dates suivantes : Courriel du 18 juillet 2022 de la DREAL pour le passage en seuil d'alerte : accusé réception par l'exploitant le 21 juillet 2022 Courriel du 1 ^{er} août 2022 de la DREAL pour le passage en seuil d'alerte renforcée : accusé réception par l'exploitant le 13 septembre 2022 suite à la visite d'inspection. Courriel du 30 août 2022 de la DREAL pour le passage en crise : accusé réception par l'exploitant le 15 septembre 2022 suite à la visite d'inspection. L'exploitant considérait que la saisie du formulaire sous "démarches simplifiées" valait pour accusé de réception. L'inspection lui a rappelé l'importance d'accuser réception des courriels de la DREAL concernant le passage des différents seuils en période de sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet